La reprise, pas à pas

Isabelle Bourgeois

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/1873>

DOI : 10.4000/rea.1873

ISBN : 978-2-8218-0836-2

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2005

Pagination : 3-4

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

Isabelle Bourgeois, « La reprise, pas à pas », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 70 | mars 2005, mis en ligne le 16 décembre 2008, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/1873>

La reprise, pas à pas

L'an dernier, l'Allemagne a enfin renoué avec la croissance après 3 ans de stagnation : le PIB a crû de 1,6 % (en données corrigées de l'effet calendrier). Et elle a été une fois encore 'championne à l'export', avec un excédent commercial de 156,7 milliards €. Mais la publication par Destatis, en février 2005, des statistiques définitives pour l'année 2004 a révélé que cette embellie s'est concentrée sur le premier semestre, le PIB ayant stagné au second. Pourtant, avec une belle constance depuis la fin de l'automne, et alors même que la demande mondiale ralentit légèrement, que les coûts des matières premières et de l'énergie dérivent et que l'euro poursuit son envolée face au dollar, l'optimisme des milieux d'affaires ne cesse de progresser. Même les ménages, oubliant leur mélancolie face aux tensions sur le marché de l'emploi, semblent reprendre confiance et vouloir consommer plus.

Les données de Destatis confirment en tendance les prévisions formulées à l'automne par les Instituts de conjoncture et le Conseil des Sages : le taux de croissance n'est inférieur que de deux dixièmes de points à leurs estimations, suite à un coup de frein plus vif que prévu du PIB qui, après avoir stagné (0,0 %) au troisième trimestre, a reculé de -0,2 % au quatrième. Car si la balance commerciale est restée largement positive, contribuant de 0,5 point de pourcentage au PIB, la demande intérieure a brusquement fléchi (-0,8 %) à la fin de l'année : les investissements bruts se sont tassés (+0,2 % seulement, les entreprises préférant écouler les stocks accumulés), la consommation publique a baissé (-0,7 %), signe de rigueur budgétaire accrue. Sur l'ensemble de l'année, la part des dépenses publiques est tombée (de 5 milliards €) à 47,5 % du PIB, soit presque un retour au niveau de 1991 (47,1 %). Les dépenses privées ont enregistré, elles, une hausse certes légère (+0,2 %), mais elles sont en progression pour la première fois depuis plus de deux ans.

Certes, l'économie allemande reste tirée trop exclusivement par l'export, la demande intérieure ne prenant toujours pas le relais. Mais cela traduit aussi le dynamisme d'une industrie qui sait résister aux chocs extérieurs. Bien insérée dans le partage mondial du travail, elle tire profit de la globalisation, localisant ses sites au plus près de la demande pour réduire ses coûts grâce à un subtil équilibre entre les différentiels salarial et fiscal, les impératifs de logistique (donc de proximité) et l'opportunité d'un environnement porteur en termes de R&D. Selon les statistiques de l'OCDE (2002) que se plaît à rappeler le gouvernement fédéral dans son rapport annuel 2005, la part de marché mondiale de l'Allemagne dans le segment des biens intensifs en R&D s'élève à 15,6 % ; c'est presque autant que les USA qui figurent en tête avec 17,7 %, et nettement plus que le Japon (12,5 %), le Royaume Uni (7,4 %) ou la France (7,0 %). D'autre part, la production manufacturière au sens strict est intégrée en réseau avec les services en amont ('biens' intermédiaires) et en aval ; selon Destatis, cette industrie de services contribue pour 30 % à la création de richesse outre-Rhin. Mieux : cette part augmente continûment depuis 1995, où elle n'était encore que de 26,8 %.

Ce dynamisme à l'export se répercute sur la production qui, malgré un recul en octobre et novembre, a repris en décembre (+0,9 %). Les investissements bruts en biens d'équipements sont eux aussi en hausse (+0,2 % au quatrième trimestre), ce qui laisse présager la fin de la période de la consolidation amorcée après l'éclatement de la bulle spéculative de 2000 et qui s'était traduite par la stagnation des investissements. Ils reprennent aujourd'hui aussi bien dans le domaine de la construction (+0,5 %) que dans celui des autres biens (+0,7 %). Mais il s'agit plus pour l'instant d'une modernisation que d'une extension des capacités, reflet d'une quête de gains de compétitivité. Quant aux coûts salariaux horaires, ils ont baissé (-1 %) pour la première fois depuis sept ans, sous le double effet de la modération salariale (les salaires nets n'ont augmenté que de +1,5 % en 2004) et de la hausse de la productivité horaire (+0,8 % au dernier trimestre 2004 en comparaison annuelle). Pour Destatis, cette légère hausse résulte de tendances contradictoires : le développement du temps partiel a réduit le volume d'heures travaillées, compensé par le nombre plus important de jours ouvrables, mais aussi par une décruée des congés maladie et l'accroissement des emplois d'appoint. Or l'effet calendrier pourrait avoir

**Baisse des dépenses publiques,
hausse des dépenses privées**

**Compétitivité d'une industrie
de services intensive en R&D**

**Baisse des coûts salariaux
horaires, hausse de la productivité**

eu un impact bien moindre que la récente, mais profonde, flexibilisation de l'emploi outre-Rhin, avance pour sa part la Bundesbank.

Face aux mutations de l'emploi, le taux de chômage est-il encore significatif ?

Conformément aux prévisions, le nombre de chômeurs inscrits auprès de l'Agence pour l'emploi a franchi en janvier le seuil des 5 millions. 225 000 anciens bénéficiaires de l'aide sociale sont en effet considérés comme demandeurs d'emploi depuis l'entrée en vigueur de la loi Hartz IV (voir *REA* 68/04). Néanmoins, la protection chômage étant très généreuse outre-Rhin en comparaison des critères de l'OIT (un actif travaillant moins de 15 heures par semaine peut s'inscrire à l'ANPE), le taux de chômage allemand, tel que le mesure Destatis (critères OIT) et non pas l'Agence de Nuremberg, s'établit à 9,0 % sur l'ensemble de l'année 2004, soit l'équivalent de la France. Dans le cadre de l'harmonisation européenne des statistiques, Destatis publiera d'ailleurs, dès le mois de mars, des données mensuelles établies selon les critères de l'OIT, parallèlement aux données administratives communiquées par Nuremberg. La différence entre les deux s'établit à au moins un demi million de personnes. La hausse spectaculaire du nombre de chômeurs allemands en janvier ne reflète aucune détérioration sensible du marché de l'emploi, seules 40 000 entrées au dernier trimestre 2004 sont imputables aux difficultés conjoncturelles ou saisonnières, notamment du BTP.

Dans le même temps, le nombre d'actifs occupés a progressé de 261 000 en 2004, selon Destatis (+0,7 %). Alors que l'industrie et, plus encore le BTP, ont continué de réduire leurs effectifs, la progression de l'emploi est particulièrement nette dans le secteur des services aux entreprises (reflet de l'intensification des liens industrie-services) et des services aux personnes, rappelle la Bundesbank dans son rapport de février 2005.

La réalité du marché de l'emploi est complexe : alors que le nombre d'emplois soumis à cotisations sociales a baissé de 300 000 en 2004, le nombre des 'petits boulots' a enregistré, lui, une hausse colossale : près d'un million de *mini-jobs* ont été créés l'an dernier, portant le total à 7 millions ; si on y ajoute les autres formes de menus jobs (voir *REA* 67/04), le total s'élève à 8,5 millions. Un quart des actifs ainsi occupés exerce une activité complémentaire. Et ces emplois atypiques ne se substituent aux emplois 'normaux' que dans la restauration ou le commerce de détail. On compte en outre 250 000 de ces *Ich AGs* subventionnées où le chômeur, en créant son entreprise, crée son propre emploi.

Face à ces manifestations d'une profonde mutation de l'emploi qui tend à remettre en question la notion de l'emploi soumis à cotisations sociales : cet 'emploi normal' (à temps plein ou partiel) qui sert de référence au concept de chômage, on peut se demander si le taux de chômage est toujours un indicateur adapté pour mesurer l'évolution du marché du travail. L'institut ifo ou la Bundesbank ont lancé le débat, prônant plutôt la mesure du volume de l'activité : calcul classique du taux d'activité ou comptabilisation en équivalent temps plein.

Les ménages ont pris confiance dans les réformes

La demande intérieure donne des signes de frémissement : les commandes domestiques de biens de consommation progressent depuis septembre (+4,6 % en novembre et décembre par rapport aux deux mois précédents), une tendance à laquelle les experts accordent beaucoup plus d'importance qu'à la faiblesse notoire du CA du commerce de détail qui ne représente, après tout, que 30 % de la consommation privée. Or cette dernière a progressé au quatrième trimestre. La nouvelle, mais encore ténue, confiance des ménages en l'avenir s'explique peut-être par la baisse de l'impôt sur le revenu en 2005, mais ses effets sur le revenu disponible (en progression de 2,1 % en 2004 pour des prix à la consommation en hausse d'autant) seront absorbés par l'augmentation du coût de la protection sociale, de l'énergie et des taxes sur le tabac. Ce qui fonde le retour de la confiance des ménages, c'est bien plus le fait que désormais, la logique de la politique de réformes leur est compréhensible – la pédagogie des réformes semble porter ses fruits. Ils n'en restent pas moins prudents, comme en atteste une légère hausse du taux d'épargne (10,9 %), favorisée aussi, il est vrai, par la diffusion de l'épargne retraite.

LES INCERTITUDES QUI DEMEURENT QUANT A L'AMPLEUR de la croissance à venir peuvent toutes se résumer à une question : celle de la consolidation de la confiance des entreprises comme des ménages. Le climat des affaires mesuré par divers indicateurs est au beau fixe ; il se fonde bien sûr sur les perspectives à l'international, mais encore plus sur la flexibilisation en cours du marché de l'emploi comme sur la réalité des réformes (santé, retraites) et projets de réformes (fiscalité des entreprises) visant à réduire les prélèvements obligatoires. Pour ce qui est des ménages, après plusieurs années d'âpres discussions sur les réformes à suivre, puis la mise en chantier de nombre d'entre elles, ils commencent seulement à retrouver quelque sérénité. Reste aux pouvoirs publics (Bund, Länder, communes) à étayer cette confiance en poursuivant la consolidation budgétaire, la réforme du système de protection sociale et de la fiscalité (ménages et entreprises), sans oublier de moderniser le système d'enseignement, de formation et d'innovation, afin de dégager le potentiel de croissance et d'emploi conformément aux objectifs de Lisbonne. Une étape vient d'être franchie : la revalorisation de la valeur travail. C'est peut-être là la principale contribution des lois Hartz à la dynamisation d'un marché de l'emploi qui commence à voir se lever progressivement ses rigidités, avec le concours désormais acquis du syndicalisme allemand.

Isabelle Bourgeois (23-02-2005)